

# **La pensée économique espagnole dans l'Espagne autarcique (1939-1959)**

par

**Bernard Yvars**

*Maître de Conférences*

*Centre d'Economie du Développement (CED), Université Montesquieu Bordeaux IV*

## **Résumé**

La pensée économique espagnole s'est manifestée durant la phase autarcique du régime franquiste. Le contexte d'expression de la pensée ne permettait pas l'affirmation libre des convictions ou philosophies : il existait une idéologie officielle et des idées interdites. Les économistes de la Phalange, accompagnant et justifiant l'action du Pouvoir n'ont pas effectué d'apport à l'analyse économique. Les disciples de H. von Stackelberg ont surtout diffusé la pensée micro-économique de l'époque et travaillé dans les domaines de l'économie appliquée et de la politique économique. Des travaux empiriques intéressants ont été conduits par M. de Torres ou R. Perpina. En définitive, seule l'œuvre de G. Bernacer, ignorée de son temps, représente une contribution théorique originale.

## **Abstract : The spanish economic thought in the autarchic Spain (1939 -1959)**

The Spanish economic thought has continued to exist during the autarchic phase of the Franco system. The context of expression of the thought did not allow the free assertion of the convictions and philosophies : it were existing an official ideology and forbidden ideas. Economists of the Phalange, who supported and justified the Governement action do not have undertaken any contribution to the economic analysis. Disciples of H. von Stackelberg have permitted the diffusion of the micro-economic thought known at this period, working so in applied economy and economic policy. Interesting empirical works have been leaded by M. de Torres and R. Perpina. However, only works of G. Bernacer, ignored of its time, are representing an original theoretical contribution.

## **Sommaire**

<b>1. Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>2. L'hégémonie de la doctrine officielle</b> .....	<b>2</b>
<b>3. Les progrès de la théorie économique espagnole</b> .....	<b>6</b>
1. <i>Le groupe des disciples de H. von Stackelberg</i> .....	7
2. <i>Les autres fondateurs de l'économie espagnole moderne</i> .....	9
<b>Références bibliographiques</b> .....	<b>13</b>

# 1. Introduction

Dans son *Histoire de l'Analyse Economique*, J. A. Schumpeter consacre une part de sa réflexion à la science économique et aux conditions de l'analyse économique dans les pays totalitaires : l'Allemagne nazie, l'Italie mussolinienne et la Russie bolchevique. L'Espagne franquiste est ignorée parce qu'elle ne lui apparaît pas comme "un pays totalitaire au sens fort du terme"<sup>1</sup> sans qu'il ne donne de définition de l'Etat totalitaire. Toutefois, on peut considérer que les pays étudiés ont en commun d'être des régimes à parti unique, n'acceptant pas d'opposition organisée et dans lesquels le pouvoir politique tend à confisquer la totalité des activités de la société qu'il domine. L'Espagne franquiste semble répondre imparfaitement aux critères précédents, a fortiori si le qualificatif de totalitaire est utilisé pour désigner l'ensemble de la période du pouvoir du général Franco (1939-1975). En effet, à la fin de la Guerre Civile, l'Espagne fut politiquement isolée. Beaucoup de nations, en particulier les vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale, la traitèrent comme un paria international jusqu'au début des années 1950, date à laquelle le déclenchement de la guerre froide modifia le panorama géopolitique et progressivement l'attitude des pays occidentaux. De 1939 à 1958, l'Espagne est un Etat corporatiste mais n'apparaît pas totalitaire au sens strict. En effet, la loi de Succession de 1947 définit le régime espagnol comme un Etat catholique social et représentatif, qui, par référence à sa tradition, doit se constituer en royaume. De ce fait, en juillet 1969, le général Franco désigne à la tête de l'Etat espagnol, comme successeur, le prince Juan Carlos de Borbon qui sera couronné roi après la mort du dictateur en novembre 1975. Mais, comme le note Pierre Vilar, " le régime de son côté, même après 1944, ne s'est libéralisé que dans les mots. Ses "Cortes" ne sont ni un "Parlement" ni des "Etats". Ni le "Fuero" des Espagnols, ni celui du Travail n'assurent de garanties individuelles<sup>2</sup>. Le patronage nazi-fasciste

---

<sup>1</sup> J.A. Schumpeter : *Histoire de l'analyse économique*.- Paris : Gallimard, 1983. Tome III. V<sup>e</sup> partie. Conclusion. Esquisse des développements modernes. Chapitre 3. La science économique dans les pays totalitaires, p. 521.

<sup>2</sup> Le "Fuero" des Espagnols et celui du Travail sont une déclaration respectivement des droits de l'homme et du travail sans qu'aucun de ceux-ci ne soient garantis. En effet, le "Fuero" est une déclaration des droits des Espagnols, privée en fait de toute sanction dans la mesure où aucune loi d'application ne fut jamais

a laissé des traces profondes dans la presse, la police, les organisations de jeunesse ; la répression se dose savamment suivant le type des opposants"<sup>3</sup>. La nature totalitaire du régime apparaît surtout caractéristique de la période 1939-1959 du pouvoir franquiste, époque d'autarcie de l'économie espagnole qui correspond aussi à l'influence la plus significative du mouvement phalangiste. Après 1960, l'Espagne n'est pas une démocratie, la répression existe toujours, les droits individuels et la liberté ne sont pas garantis et sont fréquemment bafoués mais l'Espagne renonce au modèle de développement autarcique propre aux idéologies des pays totalitaires. Elle commence à s'ouvrir à l'échange international et progressivement aux relations avec les pays de la CEE naissante.

Avant la Guerre Civile existait en Espagne ce que J. Velarde Fuertes appelle des noyaux, des groupes de pensée économique<sup>4</sup>. Dans un article de la revue *Economistas*<sup>5</sup>, il décrit le groupe madrilène de recherche économique d'A. Flores de Lemus, partiellement regroupé autour de R. Carande après l'éviction d'A. Flores de Lemus de l'Université, ou les équipes de travail créées autour du Service d'Etudes de la Banque d'Espagne, de la *Revista nacional de Economia...* et du périodique *El Debate*. A Valence, le groupe de J.M. Zumalacarreui développait ses activités et le prestige de R. Perpina Grau grandissait. Dès le début de la Guerre Civile, tous ces foyers de recherche économique s'effondrèrent et beaucoup de leurs animateurs furent contraints à l'exil. Cependant, J. Velarde Fuertes souligne la forte et rapide capacité régénératrice de la structure de recherche, ajoutant que les pertes humaines de l'enseignement et de la recherche ne purent arrêter le travail scientifique<sup>6</sup>. J.C. Jimenez estime que la politique économique du franquisme autarcique aux résultats désastreux n'est pas due à l'absence d'économistes compétents mais à l'imposition d'un modèle idéologique au détriment de la rationalité économique<sup>7</sup>. Le dédain du général Franco

---

adoptée.

<sup>3</sup> P. Vilar : *Histoire de l'Espagne*.- Paris : PUF, 1986 - Collection "Que sais-je", N° 275, p. 120.

<sup>4</sup> J. Velarde Fuertes parlera cependant d'Ecole pour désigner les économistes qui gravitaient autour de A. Flores de Lemus.

<sup>5</sup> J. Velarde Fuertes : "Las escuelas españolas de economía y el estropicio de la Guerra Civil". *Economistas*, N° 21, août-septembre 1986.

<sup>6</sup> Ce jugement de J. Velarde Fuertes omet de prendre en compte la qualification des universitaires remplacés.

<sup>7</sup> J.C. Jimenez Jimenez. "Las consecuencias económicas de la Guerra Civil". *Revista de Historia Economica*, N° 1, 1987, p. 122.

pour les économistes en général les éloignait de la pratique de la politique économique. Cependant, des économistes liés au courant idéologique officiel influencèrent la détermination de la politique économique espagnole ; ce fut particulièrement le cas d' H. Paris et d'A. Robert dans l'immédiat d'après la Guerre Civile. Ils justifiaient a posteriori le choix d'une politique économique interventionniste et autarcique, opérée par le général Franco qui est présenté par J.P. Fusi comme étant ignorant des questions économiques et profondément méfiant à l'égard du libre jeu du marché<sup>8</sup>. Pour correspondre aux analyses de J. Schumpeter dans son *Histoire de l'Analyse Economique*, notre étude ne concernera que la période espagnole 1939-1959 au cours de laquelle le régime a travesti par les mots<sup>9</sup>, les gestes et l'institutionnalisation de certaines règles ("Fuero" des Espagnols, Loi de Succession...) sa réalité totalitaire bien inscrite dans le maintien de l'autarcie espagnole. La pensée économique espagnole s'est manifestée pendant cette phase de l'Histoire de l'Espagne, soulevant notamment les deux interrogations suivantes :

- la pensée économique pouvait-elle s'affirmer librement à côté du courant dominant officiel ? ;
- l'analyse économique a-t-elle connu de nouveaux développements par rapport à l'état des connaissances en Espagne ?

Les économistes résidents en Espagne au lendemain de la Guerre Civile ont tous en commun de ne pas être des opposants au régime franquiste ou de ne pas apparaître comme tel. Cependant, ils ne forment pas pour autant un groupe homogène et peuvent être scindés en deux sous-ensembles :

- *les économistes engagés* du régime, appartenant à la Phalange ou proches de celle-ci ; ils sont parfois universitaires et ont surtout inspiré ou justifié la politique économique d'après la Guerre Civile jusqu'à la fin des années cinquante (H. Paris et A. Robert notamment).

- *les universitaires non doctrinaires* ; ils ont conservé leur esprit critique et n'adhèrent pas nécessairement aux idéaux du nouveau régime. Ils ont avant tout des activités d'enseignement et de recherche dans l'enseignement supérieur. Pour l'essentiel, il s'agit des disciples de H. von Stackelberg et d'universitaires plus isolés, n'appartenant pas à des groupes ou des écoles de pensée structurés, comme

G. Bernacer, R. Perpina et M. de Torres<sup>10</sup>. Par leurs travaux, ils occupent une place essentielle dans la diffusion (et parfois l'approfondissement) de la théorie économique en Espagne ou dans l'établissement de résultats empiriques importants pour la détermination de la politique économique espagnole.

Les principes économiques de la doctrine officielle au lendemain de la Guerre Civile ont déterminé les travaux du premier sous-ensemble d'économistes alors que le second, plus indépendant à l'égard des idéologies du pouvoir, s'est surtout consacré à la recherche économique théorique et empirique et contribuera au développement de la science économique espagnole.

## 2. L'hégémonie de la doctrine officielle

Les intellectuels espagnols ont été décimés par la Guerre Civile. Comme le souligne M. Tunon de Lara, "l'immense majorité des professeurs d'Université, des écrivains, les hommes les plus représentatifs de la culture ont été contraints à l'exil et ont formé ce que J. Bergamin a appelé "l'Espagne errante"<sup>11</sup>. J.L. Abellan a parlé d'un véritable désert intellectuel<sup>12</sup>. L. Entralgo déclarait appartenir à une génération sans maîtres<sup>13</sup>. Le professeur C. Goitia voyait dans la rupture de la vie intellectuelle d'après la Guerre Civile une des causes de la crise universitaire espagnole, toujours actuelle. L'Université fut tenue en suspicion par le nouvel ordre établi qui tenta de la dominer en changeant ses cadres selon des critères partiels, rejetant ceux qui n'adhéraient pas à l'idéologie officielle (exemple de l'Ordre du 29 juillet 1939 excluant de l'Université Antonio Flores de Lemus, considéré comme un des plus grands économistes que l'Espagne ait connus). La philosophie,

<sup>10</sup> M. de Torres qui estimait être un soldat de Franco est présenté comme un esprit scientifique refusant d'être un propagandiste du nouveau régime par J. Velarde Fuertes dans "Introducción a la Historia del pensamiento económico español en el siglo XX", Chapitre VII- " Un maître : Manuel de Torres". Madrid: Editora Nacional, 1974.

<sup>11</sup> J. A. Biescas et M. Tunon de Lara : Historia de España. Tome X. España bajo la dictadura franquista (1939-1975), pp. 437-438.

<sup>12</sup> J.L. Abellan : La cultura en España - Ensayo para un diagnóstico, - Madrid : Cuadernos para el dialogo, 1971.

<sup>13</sup> E. Diaz : Pensamiento español (1939-1975), - Madrid : Edicusa S.A., 1978, p. 24.

<sup>8</sup> J.P. Fusi : Franco. Autoritarismo y poder personal. - Madrid : Ediciones El País, 1985.

<sup>9</sup> P. Vilar : Histoire de l'Espagne, op. cit.

le droit, la sociologie furent des disciplines privilégiées de l'expression idéologique du régime. Dans chaque discipline apparaissaient un ou deux universitaires dominants dont la prépondérance provenait d'une sorte de droit de croisade<sup>14</sup>. Discipline relativement ignorée par le régime, l'économie avait pour référence officielle notamment H. Paris Eguilaz. L'idéologie des vainqueurs de la Guerre Civile a dominé la vie intellectuelle espagnole. Les sciences humaines furent particulièrement contrôlées. En économie, les représentants de la doctrine officielle jouèrent un rôle important dans la période autarcique du franquisme. Dans le système de pensée économique des principaux doctrinaires du phalangisme, on rencontre la défense d'une logique protectionniste qui trouve son origine dans l'Espagne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle (interventionnisme étatique de la dictature de Primo de Rivera, par exemple). L'autarcie espagnole d'après la Guerre Civile est différente de celle des modèles italien et allemand malgré quelques similitudes idéologiques. En effet, en Espagne, il n'existe pas d'industrie puissante cartélisée sur laquelle vient se greffer un Etat fasciste aux finalités de sécurité nationale et d'expansion internationale aboutissant à une économie de guerre. Au contraire, l'autarcie espagnole marque le passage d'une économie de guerre imposée par les nécessités militaires de la Guerre Civile au Nouvel Etat qui est le moyen politico-militaire de la nationalisation du nouveau développement industriel, réduisant de façon décisive l'intervention du capital étranger dans l'économie. La pièce fondamentale de la structure économique de l'Espagne est alors l'Institut National d'Industrie, organisme public qui reconstruira l'appareil industriel espagnol à l'abri de la concurrence internationale et en dehors des mécanismes de marché, rendant ainsi durable la nécessité de dispositions protectionnistes. Des mesures de protection intégrale des activités domestiques sont adoptées et consolident l'économie autarcique au lendemain de la Guerre Civile alors que, plus tard, dans les années 60, quand l'Espagne aura décidé de s'ouvrir davantage à l'échange international, les dispositions protectionnistes seront plus sélectives et définies à partir d'analyses en termes de protection effective (approche moins nécessaire à la construction d'un cadre économique autarcique). J.L. Garcia Delgado souligne que dans la période franquiste, un

lien étroit entre croissance industrielle et libéralisation économique peut être observé, contribuant ainsi à invalider la thèse controversée du protectionnisme comme moyen d'une politique de croissance<sup>15</sup>. En fait, l'histoire économique de l'Espagne franquiste montre que seul le protectionnisme intégral (ou autarcie) conduit à la stagnation économique. Les thèses d'économistes tels que H. Paris et A. Robert relèvent davantage de l'idéologie que de l'analyse économique. Leurs idées influencèrent la politique économique d'après la Guerre Civile. H. Paris écrivit en 1942, *Un nuevo orden economico*<sup>16</sup> et A. Robert en 1943, *Un problema nacional : la industrializacion necesaria*<sup>17</sup>, ouvrages majeurs de l'expression de l'idéologie économique dominante.

1) Dans le premier ouvrage cité, l'auteur définit un modèle économique idéal en harmonie avec le nouvel ordre politique. Il se livre à une critique politique et morale du libéralisme puis à une critique théorique de ce dernier pour son incapacité à faire face aux crises périodiques. Il suggère des solutions au problème du chômage que, selon lui, le libéralisme ne peut résoudre. Le premier type de critiques consiste à présenter la doctrine libérale comme gouvernée par le bolchevisme et à louer les doctrines fascistes et nationale-syndicale qui réclament la primauté du politique sur l'économique, défendent les valeurs morales et rejettent la lutte des classes au prix d'une discipline de fer et d'une forte intervention de l'Etat<sup>18</sup>. Cette argumentation idéologique ne concerne pas l'analyse économique. Le deuxième type de critiques est davantage économique. Il est fondé sur l'incapacité du capitalisme libéral à surmonter les crises cycliques. Les mécanismes du marché sont systématiquement rejetés. Le problème du chômage est mis au premier plan, non pas à cause des effets restrictifs sur le revenu national et le niveau de bien-être de la population mais parce que les inactifs pèsent sur l'équilibre social et menacent l'unité intérieure nécessaire pour développer une politique industrielle nationale.

<sup>15</sup> J.L. Garcia Delgado : "Notas sobre el intervencionismo economico del primer franquismo". *Revista de Historia Economica*, Año III, N° 1, 1985.

<sup>16</sup> H. Paris : *Un nuevo orden economico*. - Madrid : Editora Nacional, 1942.

<sup>17</sup> A. Robert : *Un problema nacional : la industrializacion necesaria*. - Madrid : Espasa-Calpe, 1943.

<sup>18</sup> M.J. Gonzalez : "Neomercantilismo en Madrid : dos economistas de la postguerra". *Informacion Comercial Espanola*, N° 517, septembre 1976.

<sup>14</sup> Il ne s'agit pas tant d'un droit au sens juridique du terme que d'avantages octroyés à ceux qui s'étaient rangés aux côtés du Mouvement National pendant la Guerre Civile.

Comment l'auteur appréhende-t-il les dysfonctionnements de l'économie ? Il utilise un modèle simple à deux secteurs, celui des biens de consommation et celui des biens d'investissement. Au point de départ de l'analyse, il y a plein emploi de la main-d'œuvre dans les industries de consommation et tout le revenu est consacré à des achats de biens de consommation. Dès lors, une décision d'épargne des agents économiques réduit la demande dans la même proportion. L'industrie de biens d'investissement peut alors recevoir des flux monétaires issus de ce comportement d'épargne ( $I = S$  ex ante), engendrant une expansion permettant une demande dérivée de travail. Des travailleurs se déplacent du secteur des biens de consommation vers celui des biens d'investissement. Les variations du taux d'épargne déterminent le taux de chômage, donc l'importance du flux de main-d'œuvre intersectoriel. H. Paris complète ce modèle en considérant que l'épargne initiale résulte d'un progrès technique exogène favorisant une technologie plus intensive en capital et conduisant à une hausse des gains de productivité et à une baisse des prix des biens, ce qui engendre un gain de revenu réel des ménages. Ce modèle d'économie fermée sans monnaie fonctionne selon des règles mal précisées et arbitrairement posées. L'auteur suppose une croissance équilibrée entre les secteurs avec des déplacements de main-d'œuvre liés au rythme d'épargne. Ces allocations factorielles s'effectuent vers les industries de biens d'investissement quand le rythme d'épargne s'accélère et vers les industries de biens de consommation quand il se ralentit. Pour éviter le chômage dans l'allocation intersectorielle du facteur travail, "le processus de capitalisation doit se dérouler de façon équilibrée et efficace"<sup>19</sup>. Seul l'Etat est en mesure d'assurer cette croissance harmonieuse et non pas les mécanismes du marché. H. Paris procède par affirmation et n'explique pas les conditions du développement équilibré du secteur des biens capitaux. Comment les débouchés de ce secteur en expansion peuvent-ils être intégrés, notamment par le secteur des biens de consommation, dans une économie supposée en plein emploi et autarcique ? Pourquoi l'Etat est-il seul en mesure d'assurer la croissance harmonieuse de l'économie ? De plus, l'auteur inclut dans son analyse des bribes de raisonnement keynésien : en cas de chômage, l'intervention de la Banque d'investissement sous la forme d'avances permet d'amorcer le processus de retour au plein-emploi. Il n'explique pas alors le lien

entre la croissance de la quantité de monnaie en circulation et l'augmentation du revenu et du niveau de l'emploi<sup>20</sup>.

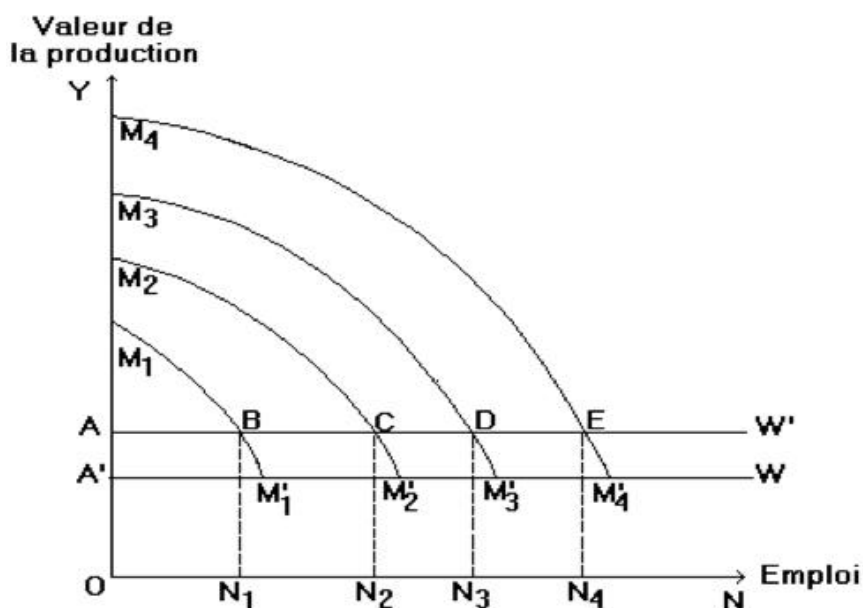
M.J. Gonzalez souligne le caractère bref et confus de son analyse du problème de l'intérêt. Sous l'hypothèse que le revenu national est composé des revenus du capital et du travail, il considère que l'intérêt<sup>21</sup> permet de transférer aux propriétaires du capital une partie du pouvoir d'achat des revenus du travail. D'un point de vue macro-économique, l'intérêt permet de créer dans le processus de capitalisation une quantité de biens supérieure à celle permise par les seuls crédits octroyés. Cette captation de ressources est régulée par la puissance publique qui détermine l'intensité de la contraction du niveau de vie de la population en agissant sur le niveau des taux d'intérêt. L'intérêt peut donc entraîner des effets pervers (taux trop élevés) que seul l'Etat peut maîtriser. Ce modèle exposé, H. Paris affirme l'incapacité du système libéral à résoudre les crises périodiques du capitalisme et à permettre un équilibre dans la croissance des deux secteurs du modèle de base décrit ci-dessus. D'après lui, le mécanisme du marché ne peut favoriser correctement les transferts intersectoriels de main-d'œuvre parce que les institutions d'assistance issues de la législation sociale de protection des travailleurs fournissent des aides permettant tant bien que mal de vivre sans travailler. D'autres causes de l'insuffisance du marché sont aussi invoquées : la recherche du profit par les propriétaires du capital et l'inefficacité des variations naturelles du taux d'intérêt sur le marché des capitaux empêchent l'allocation équilibrée de l'investissement entre les secteurs d'activité. De plus, un commerce extérieur en croissance peut transmettre les fluctuations mondiales à l'économie interne. L'intervention de l'Etat lui apparaît donc indispensable : seul un Etat dirigiste dans les domaines de la production et de la consommation permettra de réaliser une politique de plein emploi des ressources humaines et d'augmenter le pouvoir et la grandeur de la nation. Nous retrouvons une nouvelle fois cette défiance à l'égard du marché dont les mécanismes de fonctionnement sont redoutés parce que mal compris ou ignorés et une justification de l'intervention de l'Etat. On ne trouve pas de théorie des prix chez H. Paris.

En politique monétaire, le crédit est dévolu sous l'autorité de l'Etat de façon à assurer le plein-emploi.

<sup>19</sup> H. Paris, *Un nuevo orden economico*, op. cit., p. 83.

<sup>20</sup> M.J. Gonzalez : "Neomercantilismo en Madrid : dos economistas de la postguerra", op. cit., p. 129.

<sup>21</sup> Il n'en expose pas le mécanisme.



Le danger inflationniste semble sous-estimé ou mal perçu. Les arguments mercantilistes de sécurité nationale et de lutte contre le chômage sont utilisés pour justifier la nécessité du protectionnisme et l'isolement du reste du monde en ayant recours à des mesures réglementaires : commerce d'Etat, licences d'importation, restrictions à l'importation, primes à l'exportation. Cette dernière disposition peut apparaître surprenante quand on préconise simultanément une politique de substitution des importations. L'auteur copie le modèle allemand : il rejette le libéralisme, idolâtre l'Etat, insiste sur la nécessité du travail féminin pour accroître la main-d'œuvre et comme antidote aux vices découlant de l'oisiveté<sup>22</sup>.

2) A. Robert présente une analyse moins doctrinale que la précédente, bien que fortement pénétrée de sentiment nationaliste. Il accepte davantage le marché et le protectionnisme pratiqué ne doit pas entraver l'exercice de l'initiative privée. Il étudie le processus de développement agricole de l'économie espagnole et ses implications productives. Tout d'abord, l'existence d'une agriculture pauvre et d'une industrie faible seraient dues à une protection mal dosée des activités agricoles et industrielles : l'agriculture serait trop protégée, l'industrie pas assez. Cette situation s'explique par le développement de la population rurale qui aboutit à une hausse des prix agricoles et à la mise en culture de nouvelles terres moins fertiles. A partir de là, le mécanisme de son modèle de développement économique et

d'industrialisation se rapproche sensiblement de celui que W. Lewis établira plus tard en 1954<sup>23</sup>.

L'industrie est le déterminant principal du processus de rationalisation productive. La croissance des entreprises ou la création de nouvelles usines absorbe progressivement une partie de la main-d'œuvre rurale qui travaille selon A. Robert dans la zone des rendements décroissants. W. Lewis, quant à lui, parlera notamment à propos des économies sous-développées de surpopulation agricole dégageant une productivité marginale faible, nulle ou négative. L'utilisation dans l'industrie d'une main-d'œuvre dont l'offre de travail est infiniment élastique y favorise le maintien de taux de salaire réels constants. La croissance de l'économie est rendue possible par le déplacement vers le haut de la courbe de productivité marginale du travail et par un taux de salaire réel constant qui permettent la réalisation des bénéfices des entreprises. Le financement de la croissance économique s'appuie sur une propension plus élevée à épargner et donc à investir des entrepreneurs par rapport aux salariés.

Le graphique ci-dessus représente le mécanisme central du développement économique dans la conception d'A. Lewis :

Y = Valeur de la production ;

N = Niveau de l'emploi dans l'économie ;

W = Productivité horaire dans l'agriculture équivalente au salaire de subsistance ;

W' = Taux de salaire réel supposé constant

<sup>22</sup> H. Paris, *Un nuevo orden economico*, op. cit., p. 232.

<sup>23</sup> W.A. Lewis : "Economic development with unlimited supplies of labor". *The Manchester school of economic and social studies*, N° 2, mai 1954.

dans le secteur industriel ;

$W < W'$ , c'est-à-dire que la productivité marginale du travail dans l'agriculture est inférieure à celle du travail dans l'industrie.

Les courbes  $MM'$  sont les courbes de productivité marginale du travail dans l'industrie. Lorsque cette courbe est représentée par  $M_1M'_1$ , l'entrepreneur gagne le surplus  $M_1AB$ . Quand ce surplus est investi pour perfectionner et développer les techniques de production, la courbe de productivité marginale du travail se déplace vers le haut et devient  $M_2M'_2$  (l'échelle de production change) et l'entrepreneur gagne le surplus  $M_2AC$ . Le revenu individuel des salariés et celui des paysans ne varient pas et les bénéfices du développement sont perçus par les entrepreneurs du secteur industriel.

Contrairement à W. Lewis, A. Robert supposait une hausse des salaires réels induite par l'accroissement de la productivité marginale du travail dans le secteur moderne, créant ainsi une demande effective permettant l'absorption d'une production accrue. Or, le déplacement d'une main - d'œuvre rurale vers l'industrie n'entraîne pas d'élévation de la productivité marginale du travail dans ce secteur. En effet, ce transfert engendre, soit une baisse de la productivité marginale du travail à niveau de capital constant (situation de courte période), soit un changement de l'échelle de production si une quantité supplémentaire de capital est mobilisée dans la combinaison productive du secteur industriel (situation où intervient aussi la loi des rendements décroissants). Une hausse des salaires réels du secteur moderne, à niveau de travail constant, est envisageable s'il se produit une augmentation du capital. A court terme, la productivité marginale du travail s'élève, rendant possible la hausse de la rémunération réelle des salariés mais l'entrée dans l'industrie de la main - d'œuvre rurale excédentaire abaissera la productivité marginale du travail dans le secteur industriel et tendra à ramener le taux de salaire à son niveau initial. Par conséquent, l'hypothèse de constance des taux de salaire réels du modèle de W. Lewis semble plus robuste que celle de croissance de la rémunération réelle des salariés du modèle d' A. Robert, cette dernière hypothèse ne pouvant se vérifier qu'en cas d'exode rural limité. Ce dernier semble avoir assimilé le déplacement vers le haut de la courbe de productivité marginale du travail à une hausse de cette productivité marginale dans le secteur moderne de l'économie. Bien que conscient des coûts de la protection, A. Robert préconise une politique économique de long terme autarcique en conformité avec l'idéologie économique du régime. De ce fait,

l'industrie est isolée du marché international par des dispositions protectionnistes et une stratégie de substitution des importations doit être mise en place. Selon A. Robert, l'intervention de l'Etat doit être intense et directe pour les productions définies comme stratégiques, qui concernent aussi bien les activités de base (secteur des matières premières, par exemple) que la fabrication des biens d'équipement. Quant au secteur des biens de consommation, le rôle de la puissance publique doit être moins affirmé pour tenir davantage compte des contraintes de compétitivité. Cependant, afin de pallier l'étroitesse du marché intérieur, la concentration industrielle et le non-développement des gammes de produits (selon le modèle allemand) s'avèrent indispensables. Pour faire face à la dissémination d'un tissu industriel où la petite taille prédomine, l'auteur préconise des mesures d'inspiration corporatiste d'organisation de la production et de la distribution et suggère alors une "collaboration industrielle" entre les firmes. L'interventionnisme étatique en faveur des industries lourdes lésera le secteur des biens de consommation (problèmes d'approvisionnement en matières premières et en machines...) et sera à l'origine de la difficulté d'adaptation ultérieure de ce secteur à la concurrence internationale, ce qui se manifestera par la permanence d'une protection nominale et effective élevée<sup>24</sup>.

Dans l'analyse économique de H. Paris et d' A. Robert, l'influence keynésienne est perceptible bien que très partiellement exprimée (nécessité de protection en l'absence de plein emploi, demande effective forte pour absorber les productions accrues du secteur industriel...). M. J. Gonzalez croit percevoir l'influence de l'économiste roumain M. Manoilescu dans la volonté de ces économistes de préconiser le développement industriel à l'abri de la concurrence internationale, seule voie d'accès à une économie forte et indépendante. Le rejet des mécanismes de marché, l'absence d'analyse en termes de coût d'opportunité, l'interventionnisme quasi systématique et mal justifié de l'Etat,... réduisent la portée scientifique des travaux de H. Paris et d' A. Robert. L'inclusion d'éléments idéologiques dans lesquels on retrouve parfois certains arbitraires éculés affaiblissent davantage le caractère analytique de ces contributions.

En conclusion, même si les auteurs ont changé

---

<sup>24</sup> J. A. Miranda Encarnacion : "La industria del calzado espanola en la posguerra : los efectos del intervencionismo sobre una industria de bienes de consumo". Revista de Historia Economica, N°2, Primavera-verano 1994.



d'idées par la suite<sup>25</sup>, les modèles proposés ont justifié la politique économique autarcique et leurs principes sont restés valides jusque vers la fin des années cinquante. On peut considérer que les travaux des économistes phalangistes n'ont pas fait progresser la théorie économique en Espagne.

### 3. Les progrès de la théorie économique espagnole

La pénétration en Espagne d'analyses économiques déjà connues et vulgarisées à l'étranger ainsi que les résultats originaux méthodologiques ou théoriques obtenus par certains économistes espagnols ont contribué au développement de la théorie économique dans ce pays. Des travaux purement scientifiques, c'est-à-dire exempts de normes idéologiques, se développèrent en dehors de la doctrine officielle. Ils ont été conduits par des économistes universitaires qui, sans s'opposer au pouvoir en place, n'en ont pas été pour autant les propagandistes et ont conservé un esprit critique à l'égard de l'ordre établi. Pour l'essentiel, ce sont des contributions, d'inégale influence sur l'analyse économique espagnole, effectuées par ceux qu' A. Fernandez Diaz<sup>26</sup> appelle "les pères ou les fondateurs de l'économie espagnole moderne"<sup>27</sup>. Certains d'entre eux (V. Andres Alvarez, J. Castaneda Chornet, E. Figueroa) ont été les disciples d'H. von Stackelberg à l'Institut d'Etudes Politiques de Madrid.

#### 1. Le groupe des disciples de H. von Stackelberg

H. von Stackelberg était professeur à l'Université de Bonn depuis 1941; il servait dans la Wehrmacht et se trouvait en permission de longue durée pour maladie lorsque l'Université de Madrid l'invita dans le cadre d'un programme d'échanges

culturels germano-espagnols. Il y partit et donna à partir de 1943 des conférences de théorie économique à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université madrilène de Complutense en qualité de professeur associé. Son séjour à Madrid dura trois ans, de 1943 à 1946, où il y mourut.

Il enseigna la théorie économique à la Faculté des Sciences Economiques, anima un séminaire à l'Institut d'Etudes Politiques et eut des discussions multiples et enrichissantes avec ses collègues et disciples de l'Université madrilène, en particulier V. Andres Alvarez, J. Castaneda Chornet et E. Figueroa<sup>28</sup>. Il diffusa son œuvre en Espagne et contribua de façon essentielle au développement d'un véritable courant marginaliste espagnol. La théorie économique et le traitement mathématique étaient de façon constante au centre de ses activités. La première version *des Grundzüge der theoretischen volkswirtschaftslehre*<sup>29</sup>, rédigée en Allemagne, fut fortement modifiée et améliorée. Elle fut publiée en Espagne sous le titre de *Principios de teoria economica*<sup>30</sup>. Cet ouvrage ne parut en Allemagne qu'en 1948, sous le titre : *Grundlagen der theoretischen volkswirtschaftslehre*<sup>31</sup>. La rédaction des *Principios de teoria economica*, qui contiennent une théorie intéressante de l'oligopole, fut l'occasion de débats dans le cercle de ses disciples madrilènes. Ces exercices dialectiques étaient très formateurs pour les économistes espagnols mais H. von Stackelberg bénéficia aussi de leurs travaux et de leurs réflexions<sup>32</sup>. Ainsi, nous pouvons noter l'influence de

<sup>28</sup> H. von Stackelberg se lia d'amitié avec R. Perpina Grau, considéré comme le premier spécialiste espagnol des structures économiques, au cours de discussions qui furent un enrichissement mutuel.

<sup>29</sup> H. von Stackelberg : *Grundzüge der theoretischen volkswirtschaftslehre*, - Stuttgart et Berlin : Kohlhammer, 1943.

<sup>30</sup> H. von Stackelberg : *Principios de teoria economica*, - Madrid : Instituto de Estudios Politicos, 1946.

<sup>31</sup> H. von Stackelberg : *Grundlagen der theoretischen volkswirtschaftslehre*, - Berne : A. Francke, 1948.

<sup>32</sup> En février 1945, sans s'inspirer des travaux des économistes espagnols, il publiera dans la *Revista de Economia Politica* un article peu connu de 72 pages intitulé "Le taux de change en régime de concurrence parfaite". Il y étudie la portée explicative de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat dans la formation du taux de change et met en évidence l'existence de situations où cette théorie n'est plus valide, tout en admettant sa signification générale. Stackelberg insista aussi sur les déterminants réels de l'échange international (les coûts comparatifs) et examine les conditions dans lesquelles l'Etat peut être conduit à intervenir pour rétablir l'équilibre sur le marché des devises en cas de perturbation dans la balance des paiements.

<sup>25</sup> M.J. Gonzalez le souligne en introduction de son article. La défaite des puissances de l'Axe et, plus tard, l'échec du modèle autarcique de développement ont influencé la pensée de ces auteurs.

<sup>26</sup> A. Fernandez diaz : "Regards sur la pensée économique espagnole ". *Revue Economique*, N° 4, juillet 1983, p. 811.

<sup>27</sup> Parmi ceux-ci, nous avons exclu de notre analyse A. Flores de Lemus dont l'œuvre est intégralement antérieure à la période étudiée et inclus A. Perpina Grau , premier analyste de la structure économique espagnole.

V. Andres Alvarez dans la quatrième partie des *Principios de teoria economica*, consacrée à la formation des prix<sup>33</sup>. L'économiste allemand s'y réfère à un travail que V. Andres Alvarez publiera beaucoup plus tard, article intitulé " *Terminologia y morfologia del mercado* "<sup>34</sup>.

1) V. Andres Alvarez y développe une réflexion sur les concepts de concurrence et de compétition, après avoir rappelé que le marché parfait de libre concurrence exige le respect de deux lois essentielles : celle du grand nombre, c'est-à-dire l'existence de nombreux acheteurs et vendeurs, et celle d'indifférence relative à l'homogénéité, à l'identité parfaite des biens sur le marché. La concurrence se réfère toujours aux personnes et relève du premier principe tandis que la compétition est relative aux biens, aux choses, et concerne le second principe. Parler de libre compétition sur le marché est incorrect parce que la liberté est un concept applicable aux personnes et non pas aux biens. Il s'agit en fait de libre concurrence. De la même façon, c'est la concurrence et non pas la compétition que l'on peut opposer à la situation de monopole. Dans les *Principios de teoria economica*, H. von Stackelberg considère le marché parfait quand la compétition est parfaite, quelle que soit la forme de concurrence. Ce traitement indifférencié des deux conditions du marché parfait s'explique par l'existence du seul terme allemand Konkurrenz pour rendre compte à la fois de la concurrence et de la compétition<sup>35</sup>. C'est la raison que donna H. von Stackelberg à V. Andres Alvarez pour justifier l'absence d'une étude de la compétition sur le marché dans *Marktform und Gleichgewicht*<sup>36</sup>, ouvrage qui présente de façon définitive et exacte une classification des formes de concurrence.

Dans les *Principios de teoria economica*, Stackelberg considère comme marché parfait non

<sup>33</sup> Ce rôle est perceptible dans la section 3 du chapitre 6 consacré à la morphologie du marché, intitulée " Le marché imparfait et les relations générales entre marchés élémentaires".

<sup>34</sup> V. Andres Alvarez : " Terminologia y morfologia del mercado ". *Revista de Economia Politica*, N° 1, février 1951.

<sup>35</sup> Rappelons qu'il existe quatre formes de compétition : la compétition parfaite (biens identiques), la compétition imparfaite avec biens substituables, la compétition imparfaite avec biens complémentaires et l'absence de compétition (biens indépendants). Tout comme pour la concurrence, ces formes de compétition concernent l'offre et la demande, d'où la multiplicité des situations possibles sur le marché.

<sup>36</sup> H. von Stackelberg : *Marktform und Gleichgewicht*. Vienne et Berlin : J.Springer, 1934.

seulement la situation de concurrence parfaite mais aussi, celle de concurrence imparfaite. Selon V. Andres Alvarez, il faut réserver la dénomination de marché parfait au seul cas de concurrence et compétition parfaites. Toutes les autres situations définissent des marchés imparfaits. Il distingue alors trois formes de marché : les marchés de compétition parfaite et concurrence imparfaite (marchés à prix unique), les marchés de compétition imparfaite et concurrence parfaite et les marchés de compétition et concurrence imparfaites (marchés généralement à prix différenciés). Son analyse de la compétition imparfaite le conduit à déterminer des marchés partiels élémentaires (et parfaits) et à définir les connexions de ces marchés entre eux. Celles-ci sont soit horizontales (relation entre les prix d'offre ou de demande des biens) soit verticales (relation entre l'offre de produits et la demande de consommations intermédiaires)<sup>37</sup>.

On notera enfin que V. Andres Alvarez fait allusion à l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. Il estime que leur action peut avoir davantage de puissance et d'autonomie sur la concurrence que sur la compétition. L'apport de l'économiste espagnol relève du progrès méthodologique : son sens de la précision conceptuelle et la rigueur de son analyse sont remarquables. A la tête de son équipe, il joua un rôle fondamental dans l'élaboration des premiers tableaux d'échanges interindustriels de l'économie espagnole en 1954. Il avait obtenu la chaire de théorie économique à l'Université de Madrid en novembre 1945. Son accès n'y fut pas facilité à cause de ses inclinations hayekiennes en matière de libéralisme économique. Pendant une quinzaine d'années, il y donna le cours d'Introduction à l'économie et celui d'Histoire des doctrines économiques. Il était doyen de la Faculté des Sciences Politiques et Economiques quand il prit sa retraite en 1960. Quatre thèmes dominent son œuvre<sup>38</sup> : la lutte contre l'inégalité, la définition d'un système qui assure les libertés économiques, l'analyse des interdépendances sectorielles et régionales d'une économie nationale et la recherche d'enseignements dans les travaux des grands économistes.

2) J. Castaneda Chornet fut l'assistant de Flores

<sup>37</sup> L'analyse des connexions verticales ne figurait pas dans les travaux initiaux de V. Andres Alvarez, c'est-à-dire ceux qui étaient connus de H. von Stackelberg.

<sup>38</sup> J.L. Garcia Delgado : "Un perfil biografico :Valentin Andrés Alvarez". *Papeles de Economia Espanola*, N° 4, 1980.

de Lemus. Il présenta en février 1936 une thèse économétrique sur *La consommation de tabac en Espagne et ses facteurs* dans laquelle il s'efforce de déterminer une fonction linéaire de demande. Il décrit le comportement de la Compagnie Fermière des Tabacs qu'il compare à celui du monopole dans la théorie économique sans toutefois recommander une autre forme de structure de marché. Ce travail sera développé et publié en 1945<sup>39</sup>. Cet économiste bénéficia du séminaire d'analyse économique de Stackelberg et travailla avec lui à l'Institut d'Etudes Politiques. Les cours de théorie économique de Castaneda Chornet jouèrent un rôle important dans la formation de nombreux étudiants. Son ouvrage *Lecciones de Teoria Economica*<sup>40</sup>, première systématisation complète de la méthode mathématique appliquée à l'économie, représente la base de cet enseignement. A propos de ce livre, A. Fernandez Diaz écrit : "Le manuel de micro-économie de J. Castaneda Chornet est un classique de la littérature économique espagnole. Les qualités de rigueur du contenu et la clarté d'exposition constituent le principal mérite de cette œuvre parfaite qui rassemblait tout ce qui constituait la théorie micro-économique à cette époque"<sup>41</sup>. Il diffusa la pensée micro-économique, introduisit en Espagne les méthodes de recherche opérationnelle et donna naissance à un groupe de disciples parmi lesquels figurent les professeurs Villar Sarraillet de la Faculté des Sciences Politiques, Economiques et Commerciales de Madrid et Echevarria de la Faculté des Sciences Economiques de Bilbao. Il contribua aussi à promouvoir la pensée micro-économique à son poste de directeur de la *Revista de Ciencia Aplicada*. Il peut être qualifié de chef de l'école marginaliste espagnole.

3) Un autre grand disciple de H. von Stackelberg (et de V. Andres Alvarez) fut E. Figueroa. Comme J. Castaneda Chornet, il était doté d'une excellente formation mathématique. Il soutint en mai 1945, à la Faculté des Sciences Economiques de Madrid, une thèse de politique conjoncturelle qui sera éditée en 1948<sup>42</sup>. En 1947, il publia une *Théorie des*

*cycles économiques*<sup>43</sup>, ouvrage dans lequel "il pose le problème central de la dynamique économique dans le but de donner une base solide aux mesures de politique économique qui ont pour objectif de promouvoir un haut niveau d'emploi et de le stabiliser sans grandes fluctuations"<sup>44</sup>. En novembre 1955, il obtint à Madrid la chaire de Politique Economique. Dès lors, débuta une longue et fructueuse période d'enseignement qui aboutit plus tard en 1969 à la publication du *Cours de Politique Economique*<sup>45</sup>, ouvrage de base dans la formation de plusieurs générations d'économistes espagnols. Il se consacra à l'étude de la réalité économique, travail dans lequel l'influence de Keynes est particulièrement sensible<sup>46</sup>. Cette inspiration est encore perceptible dans ses écrits sur les économies en voie de développement et celles connaissant des déséquilibres structurels. Il s'opposa ouvertement aux thèses monétaristes. Ce disciple de Stackelberg était un keynésien convaincu, partisan d'un interventionnisme libérateur, soutenant que le recul de l'Etat ne conduisait pas à des situations oligopolistiques ou de monopole. Son œuvre de politique économique a été surtout réalisée après la période autarcique de l'économie espagnole, dans les années soixante et soixante dix. Elle sort du champ de notre étude.

## 2. Les autres fondateurs de l'économie espagnole moderne

Il faut faire une place à part à trois universitaires de renom : G. Bernacer, R. Perpina Grau et M. de Torres Martinez. Ils appartiennent à des courants de pensée différents et ont eu un impact inégal sur l'analyse économique espagnole.

1) La contribution la plus riche est sans aucun doute celle de l'hétérodoxe G. Bernacer. Son œuvre est connue en France grâce à la thèse d'H. Savall<sup>47</sup>.

<sup>43</sup> E. Figueroa : *Teoria de los ciclos economicos*.- Madrid : Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, 1947.

<sup>44</sup> A. Fernandez Diaz : "Regards sur la pensée économique espagnole", op. cit., p. 317.

<sup>45</sup> E. Figueroa : *Curso de Politica Economica*.- Madrid : Edersa, 1969.

<sup>46</sup> En 1936, il avait acheté un des trois exemplaires de la *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, que la librairie madrilène Espasa-Calpe avait reçus. De cette rencontre avec Keynes allaient naître son enthousiasme pour l'économie et son adhésion aux idées keynésiennes.

<sup>47</sup> H. Savall : *G. Bernacer. L'hétérodoxie en Science Economique*.- Collection des grands Economistes, Paris : Dalloz,

<sup>39</sup> J. Castaneda Chornet : *El consumo de tabaco en Espana y sus factores* - Madrid : Institut d'Etudes Politiques, 1945.

<sup>40</sup> J. Castaneda Chornet : *Lecciones de Teoria Economica*.- Madrid : Aguilar, 1969.

<sup>41</sup> A. Fernandez Diaz : "Regards sur la pensée économique espagnole", op. cit., p. 316.

<sup>42</sup> E. Figueroa : *Politica coyuntural*.- Madrid : Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, 1948.

Ici, nous nous référerons davantage à une étude plus récente et peut-être moins connue de G. Ruiz qui a analysé systématiquement toute l'œuvre du grand économiste espagnol afin d'appréhender son système de pensée<sup>48</sup>.

La contribution de G. Bernacer dans son ensemble peut être considérée comme une théorie générale de l'équilibre et des fluctuations économiques. Les principaux éléments et mécanismes de ce modèle vont être présentés ci-dessous. Ils émanent d'une œuvre appréhendée depuis *Sociedad y felicidad. Ensayo de Mecanica Social*, ouvrage paru en 1916<sup>49</sup>, jusqu'à *Una economia libre, sin crisis y sin paro*, ouvrage publié en 1955<sup>50</sup>. G. Bernacer est un auteur profondément libéral, partisan de la nationalisation de la terre (suppression de la rente) et du libre accès au crédit comme moyens indispensables du fonctionnement du marché. C'est un adepte du marché comme forme d'organisation et de production, qui observe aussi une tendance au déséquilibre dans l'économie capitaliste. Déjà, en 1916, dans son ouvrage *Sociedad y felicidad. Un ensayo de mecanica social*, il avait conçu une théorie de l'insuffisance de la demande. Le problème fondamental est la chute de la demande consécutive à une thésaurisation excessive. Cette baisse s'auto-entretient. En s'étendant, elle aboutit à la crise du fait de marchés de plus en plus étroits. Le pouvoir d'achat des travailleurs des secteurs en difficulté s'affaiblit malgré un effet d'encaisse réel positif issu des conséquences de la réduction de la demande sur le niveau des prix. En effet, dans ces activités, le taux de salaire baisse à cause de la concurrence entre les employés offrant leur travail. Pour les groupes sociaux non encore affectés par la contraction de l'économie, la propension moyenne à épargner s'élève parce que la satisfaction des besoins de consommation entraîne moins de dépenses à cause de la baisse des prix. Pour les entreprises, la réduction du coût salarial ne compense pas l'effet dépressif de la chute de la demande. La baisse du taux de salaire paralyse progressivement l'économie.

Dans son modèle, il introduit la monnaie

comme facteur de déséquilibre<sup>51</sup>. Il étudie les disponibilités qui ne retournent pas au marché pour soutenir une demande qui s'affaiblit. Le retrait de ces disponibilités a un effet doublement négatif dans la mesure où la demande et les ressources financières des entreprises vont se contracter. Le financement habituel de celles-ci repose sur les gains tirés de la vente de leur production, qui permettent de financer de nouveaux investissements. Cependant, l'entrepreneur peut éventuellement disposer des fonds nécessaires détournés de la demande (l'épargne) contre le paiement d'un intérêt. Les investissements réalisés sont alors ceux dont la rentabilité est supérieure au taux d'intérêt. La demande excédentaire induite engendre une expansion de l'économie qui peut s'arrêter du fait d'une insuffisance des ressources financières des entreprises ou de la hausse du taux d'intérêt. G. Bernacer conclut à la nécessité de supprimer le marché des titres et l'intérêt de l'argent pour empêcher que les marchés sans justification productive ne captent des ressources destinées à la demande ou à l'investissement, déstabilisant ainsi l'activité économique. En 1955, dans un article intitulé "*Teoria e politica dell'interesse del capitale*"<sup>52</sup>, il acceptera comme un moindre mal une politique de taux d'intérêt bas permettant de meilleures conditions d'investissement malgré les difficultés qu'elle peut engendrer (inflation, par exemple).

G. Bernacer reste acquis au système du marché en dépit des imperfections qu'il constate concrètement. Il rejette l'intervention de l'Etat, source de distorsions. L'économie ne peut connaître une croissance harmonieuse et stable ni avec ni sans régulation. Cependant, il accepte l'idée interventionniste en cas d'investissements orientés vers les services sociaux et les infrastructures, à condition toutefois de ne pas concurrencer l'entreprise privée et de ne pas capter des disponibilités monétaires destinées à la consommation ou à l'investissement la concernant. L'éventualité d'une intervention publique pour sortir l'économie de la crise lui apparaît peu souhaitable parce que le financement de la dépense publique élèverait le coût des disponibilités et en restreindrait le volume (effet d'éviction du secteur privé). G. Bernacer imagine alors un système de financement dans lequel l'épargne ne

---

1975.

<sup>48</sup> G. Ruiz : German Bernacer. Un economista anticipativo.- Madrid : Piramide SA, 1983.

<sup>49</sup> G. Bernacer : Sociedad y Felicidad. Ensayo de mecanica social.- Madrid : F. Beltran, 1916.

<sup>50</sup> G. Bernacer : Una economia libre, sin crisis y sin paro.- Madrid : Aguilar, 1955.

---

<sup>51</sup> Cette démarche est plus clairement explicitée dans son article : "El ciclo economico". Revista Nacional de Economia, N° 66, 1926.

<sup>52</sup> G. Bernacer : "Teoria e politica dell'interesse del capitale". Rivista Bancaria, mai-juin 1955.

serait pas rémunérée. Les entités financières chargées de la canaliser vers l'investissement productif des entreprises subsisteraient. L'épargne non affectée pourrait alors être employée par la puissance publique à des investissements d'intérêt collectif. Ce système fonctionnerait sans impôt qui perturbe sérieusement la libre activité économique. L'intervention des autorités monétaires n'est pas davantage acceptée. Même s'il constate qu'une création de monnaie peut stimuler la production, il souligne les effets négatifs de la hausse des prix pour la demande. Dans un article de 1943<sup>53</sup>, il relève des situations distinctes d'effets réels ou inflationnistes selon la nature de la quantité de monnaie qui augmente ; par exemple, en cas de manque de liquidités, un accroissement des disponibilités dans l'actif circulant de l'entreprise contribue à une hausse de la production. Il n'accepte que ponctuellement des mesures monétaires pour éviter que l'activité de production ne souffre d'une trop grande baisse de liquidités. Son souci du chômage et des moyens à mettre en œuvre pour le résorber est constant (en particulier la réduction sectorielle ou par entreprise de la durée du travail doit être accompagnée d'une augmentation simultanée de la productivité pour éviter une perte de compétitivité et un risque de chômage accru). Cependant, G. Bernacer reste pessimiste sur la résorption du chômage du fait de la mauvaise intégration économique et sociale du progrès technologique.

Le rejet de l'intervention de l'Etat est tout aussi manifeste pour le commerce extérieur et le taux de change. G. Bernacer a étudié les variations de la demande effective dans une situation d'économie ouverte à l'échange international. Selon G. Ruiz, son mérite principal est "d'avoir interprété le taux de change comme un prix d'équilibre entre offre et demande de monnaie, réalisant une étude complète des causes qui influent sur ce prix"<sup>54</sup>. Bien qu'ayant parfois accepté le système de l'étalon-or assurant un retour automatique à l'équilibre, il reste partisan des changes flexibles qui permettent de mieux absorber les fluctuations conjoncturelles des prix. Il est intéressant de noter les remarques faites au *Dictamen de la Comision del Patron Oro de 1929* de Flores de Lemus. Ce dernier définissait la valeur du taux de change à partir de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat, en signalant une liaison causale traduisant un

effet de la balance des paiements sur les prix intérieurs. Il reconnaissait aussi l'influence des prix nationaux sur le taux de change. G. Bernacer refuse cette démarche parce qu'il voit deux valeurs d'équilibre : le taux de change et les prix intérieurs, chacune des deux variables dépendant des conditions spécifiques de chaque marché. Il en conclut qu'il n'est pas possible de considérer le niveau des prix internes entre nations pour fixer le taux de change sans connaître les déterminants de base de ces prix. Des différences de dotations factorielles, de niveau technologique, par exemple, peuvent expliquer des niveaux de prix plus élevés dans une économie, indépendamment du taux de change...

A. Fernandez Diaz écrit : "Bernacer avec vingt ans d'avance aborde le problème de la stabilité du plein emploi, dépassant les conceptions partielles de Keynes et de Wicksell, pour arriver à la conclusion que la solution au problème que nous appellerions aujourd'hui "stagflation" se trouve fondamentalement dans les changements et réformes de structure qui conduisent à un nouveau système équidistant du marxisme et du capitalisme"<sup>55</sup>. H. Savall précise "Wicksell, Bernacer et Keynes sont d'accord pour reconnaître que le système livré à lui-même ne contient pas de stabilisateurs efficaces"<sup>56</sup>. G. Bernacer insiste sur la nécessité d'une situation monétaire saine pour pouvoir garantir un haut niveau d'emploi. Il préconise pour y arriver la mise en place d'un système où règnent la liberté, le profit et l'autogestion, demandant ainsi aux libéraux de renoncer à leur droit de propriété privée absolue et de rente et aux socialistes de renoncer à la centralisation et à l'étatisme économique (dans ce système, l'Etat est appelé à jouer un rôle secondaire). Au contraire, Keynes en appelle à l'Etat qui doit jouer le rôle d'agent producteur mais n'insiste pas toujours sur l'objectif de stabilité de la monnaie. Ce dernier, peu pris en considération dans la *Théorie Générale*, réapparaît dans *Comment financer la Guerre*<sup>57</sup>, rapport pour conduire une politique économique "en temps de guerre" et même après, durant la période de reconversion vers des objectifs civils. Wicksell qui a pour souci principal la stabilisation de la monnaie n'en oublie pas pour autant la nécessité du plein emploi. La

<sup>53</sup> G. Bernacer : "La ecuacion monetaria en el mundo mercantilista". *Anales de Economia*, N° 11, 1943.

<sup>54</sup> G. Ruiz : *German Bernacer. Un economista anticipativo*. - op. cit., p. 34.

<sup>55</sup> A. Fernandez Diaz : " Regards sur la pensée économique espagnole ", op.cit., p. 813.

<sup>56</sup> H. Savall, *G. Bernacer. L'hétérodoxie en Science Economique*. op. cit., p. 321.

<sup>57</sup> J.M. Keynes : *Essays in Persuasion*. The collected Writings of J.M.K., vol. IX.- Londres : Macmillan, 1972.

résorption du chômage technologique ricardien par la baisse du taux de salaire, une politique de dépenses publiques pour favoriser la reprise dans le cycle des affaires ou des mesures d'inspiration malthusienne (émigration, contraception) pour lutter contre le chômage en Suède après la Première Guerre Mondiale, sont autant de propositions qu'il fit pour atteindre le plein emploi<sup>58</sup>. On peut remarquer que quelle que soit l'origine du sous-emploi envisagé par Wicksell, la flexibilité du taux de salaire intervient dans le mécanisme du retour à l'équilibre de plein emploi. Ces trois économistes ont analysé les conditions de la stabilité du plein emploi : on ne peut donc pas parler des "conceptions partielles" de Keynes et Wicksell s'il est fait référence à l'ensemble de leurs écrits.

Bien que les travaux de G. Bernacer aient été effectués pour l'essentiel entre 1916 et le début des années soixante, ils ont été généralement ignorés des économistes espagnols de cette époque. L'intérêt pour son œuvre date surtout des années soixante dix. Elle représente un apport fondamental à l'analyse économique espagnole. Sa théorie générale soulève des problèmes qui sont encore aujourd'hui d'actualité (épargne non orientée vers l'investissement productif, effets différents de la création de monnaie selon sa destination...).

2) R. Perpina Grau publia en 1936 un ouvrage majeur *De Economia Hispana* dont les analyses sont essentiellement diffusées après la Guerre Civile<sup>59</sup>. Son travail a été partiellement réédité "par le groupe Editorial Rialp en 1952, par Juan Velarde Fuertes en 1969 et de façon incompréhensible, l'édition fut actualisée par le Département de Théorie Economique de l'Université de Barcelone en 1972"<sup>60</sup>. Cet ouvrage rencontra un écho favorable unanime chez les économistes espagnols qui acceptèrent sa description des structures économiques nationales. Cette adhésion à l'analyse de R. Perpina se perpétua pendant plusieurs décennies.

L'économiste catalan tente de définir dans son ouvrage le modèle général de fonctionnement du système économique national. Pour expliquer les comportements économiques, il faut déterminer la

base naturelle des nations. Pour la désigner, il crée le concept d'infrastructure économique. L'influence néo-historiciste est sensible dans ses travaux, révélant son attrait pour la méthode empirique. Il affirme l'existence de deux espaces concentriques : l'Espagne intérieure tendant vers la stagnation et l'Espagne périphérique tendant vers la croissance économique. Deux Espagnes coexistent : l'une située à la périphérie, opulente et peuplée ; l'autre, recouvrant l'intérieur de la péninsule, plus pauvre et souffrant de l'exode de sa population. La conception radiale de l'infrastructure des transports motivée par la crainte du séparatisme régional aboutit à un réseau ferré et routier convergent vers la capitale, Madrid, qui empêche la communication entre les diverses zones de deux Espagnes. Selon lui, la politique économique espagnole se caractérise par la volonté de développer la production sur une base nationale en négligeant le fait que la consommation interne n'est pas illimitée. Il constate l'échec d'une politique de protection de l'agriculture extensive (celle de l'Espagne intérieure) qui subit les coûts humains de l'agriculture traditionnelle (analphabétisme, frugalité, exode et esprit de révolte). Il étudie l'économie nationale dualiste, sans oublier le monde extérieur. R. Perpina montre comment les importations de pétrole et de coton, matières premières essentielles, sont indispensables et rigides, et comment les exportations nécessaires (produits agricoles) sont variables, soumises à des aléas conjoncturels. L'exportation est indispensable à la croissance industrielle à cause de l'étroitesse de l'absorption interne. Quand la demande étrangère d'un produit se contracte, le commerce extérieur peut devenir déficitaire à cause de la rigidité des importations. Le taux de change baisse, la compétitivité des produits nationaux sur les marchés externes s'améliore, favorisant l'apparition de nouveaux produits exportables. Il est partisan de l'ouverture des frontières à l'échange international et hostile au protectionnisme intégral ; il s'opposera aux thèses d'H. Paris.

A partir de 1941, il entreprend des recherches sur l'économie d'une zone coloniale, la Guinée Equatoriale, puis étend ses travaux à la colonisation dans son ensemble (les différents empires coloniaux). En 1954, il publiera *Corologia. Teoria estructural y estructurante de la poblacion de Espana (1900-1950)*<sup>61</sup>. Il y étudie comment la formation du marché

<sup>58</sup> L. Jonung : "Knut Wicksell on unemployment". *History of Political Economy*, vol. 21, N° 1, Printemps 1989.

<sup>59</sup> R. Perpina Grau : *De Economia Hispana*. - Barcelone : Labor S.A, 1936.

<sup>60</sup> R. Roca, E. Guasch, C. Massana, F. Artal : "Los economistas catalanes ante la crisis de los anos treinta". *Informacion Comercial Espanola*, N° 517, septembre 1976, p. 117.

<sup>61</sup> R. Perpina Grau : *Corologia. Teoria estructural y estructurante de la poblacion de Espana (1900-1950)*. - Madrid : Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, 1954.

national et l'affirmation conflictuelle des spécificités régionales déterminent des concentrations très différentes de population. Ainsi, au sein d'un vaste hexagone englobant la Péninsule ibérique, les principales concentrations de population se rencontrent à la périphérie, dans les villes de Vigo, Bilbao, Barcelone, Valence et Séville et au centre, dans la capitale Madrid. Ces travaux se situent dans le prolongement de son ouvrage fondamental de 1936. Les recherches de R. Perpina présentent un intérêt analytique et empirique particulier dans la mesure où la théorie de la base naturelle appliquée à l'Espagne fut l'instrument fondamental d'analyse des structures économiques du pays. Il est aussi un des premiers économistes espagnols à soutenir que l'intégration au marché européen constituait pour l'Espagne le mécanisme essentiel de convergence vers les nations européennes les plus développées.

3) M. de Torres Martinez, bon mathématicien, eut une prédilection pour les théories de l'impôt et de la répartition. Spécialiste de l'agriculture espagnole, son œuvre comporte une théorie de l'économie rurale. Il adhéra au keynésianisme en 1936 et apporta dès lors un soutien plus affirmé à l'intervention de la puissance publique. A. Fernandez Diaz souligne que "sa théorie générale du multiplicateur provoquera une avancée décisive vers cette nouvelle ligne qui se confirmera dans sa Théorie de la politique sociale dans laquelle il met en évidence son choix de la réforme fiscale en tant qu'instrument de politique économique"<sup>62</sup>. A partir de 1945, il assura des enseignements de théorie et de politique économiques à la Faculté des Sciences Economiques de Madrid.

Ce professeur de théorie économique conduira une équipe de recherche qui analysera les flux principaux de l'activité économique. Les premiers calculs du revenu national, le premier tableau d'échanges interindustriels espagnols de 1954, en collaboration avec le professeur V. Andres Alvarez, sont les résultats essentiels de ces travaux. On assiste alors à la naissance de la Comptabilité Nationale espagnole selon le système normalisé de l'O.E.C.E., instrument indispensable de toute politique de planification économique. M. de Torres travailla aussi sur le commerce extérieur de l'Espagne. Il étudia notamment la relation entre les échanges extérieurs et

le développement économique espagnol<sup>63</sup>. La recherche d'un lien entre les importations, les exportations et le P.N.B. sur des séries chronologiques longues débouche sur la mise en évidence d'une forte corrélation entre les achats de biens d'équipement extérieurs et le P.N.B. pour la période 1940-1959. Il devient partisan de la libéralisation des échanges extérieurs de l'économie espagnole et propose de favoriser davantage l'allocation des ressources par le marché. Selon J. Velarde Fuertes ses apports principaux concernent :

- la théorie des salaires ;
- la domination exercée par les pays riches sur les pays pauvres et la défense de ces derniers en recourant soit au bilatéralisme soit au multilatéralisme.

A partir des années cinquante, la réalité universitaire se transforma progressivement. Des étudiants moins issus de familles victorieuses de la Guerre Civile, plus distants de cette période troublée et aux attitudes moins manichéennes, commencèrent à arriver à l'Université. Les premières oppositions estudiantines au régime datent de cette époque. La distinction vainqueur-vaincu de la Guerre Civile tend à s'estomper, des professeurs exclus sont réadmis à l'Université, les jurys des concours d'accès au professorat apparaissent moins partiiaux idéologiquement<sup>64</sup> : ce sont les prémices d'une certaine réconciliation circonscrite au milieu universitaire entre vainqueurs et vaincus de la Guerre Civile. Les intellectuels en exil et ceux présents sur le sol espagnol entament un début de dialogue. De nouveaux enseignements sont mis en place, des séminaires s'organisent, des publications sont encouragées. Cette dynamique de la réflexion et de la création va se heurter aux règles rigides du régime sans empêcher l'Université et son corps enseignant d'être de plus en plus critiques à l'égard des présupposés idéologiques du pouvoir. Le matérialisme, le marxisme, le libéralisme... réapparaissent dans les mouvements intellectuels. Après la révolte de masse des étudiants en février 1956, il ne fait guère plus de doute que les valeurs du système franquiste sont critiquées ou rejetées dans les esprits. En 1959, la mise en place du Plan de Stabilisation économique mettait un terme à la

<sup>63</sup> A. Vinas, J. Vinuela, F. Eguidazu, C.F. Pulgar, S. Florensa : *Politica comercial exterior en Espana (1931-1975)*. Tome I.- Madrid : Nuevas Graficas SA, 1979.

<sup>64</sup> On note, à partir de 1957, la nomination de professeurs indépendants à l'égard du régime malgré les obstacles à leur recrutement.

<sup>62</sup> A. Fernandez Diaz : "Regards sur la pensée économique espagnole", op. cit., p. 816.

période autarcique du régime. Une équipe d'économistes nouveaux arrivait à la gestion des affaires pour agir dans le sens de l'ouverture progressive de l'Espagne à l'échange international et de la promotion du marché dans l'allocation efficiente des ressources. Une autre génération d'économistes universitaires allait apparaître, plus critique et distante à l'égard du pouvoir (L.A. Rojo, R. Tamames, E. Fuentes Quintana...<sup>65</sup>). Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette étape de l'histoire de l'Espagne? Ce fut une époque où l'idéologie joua un grand rôle. Elle exerçait une contrainte sur la pensée. La critique, l'hétérodoxie n'étaient pas acceptées. Elles étaient sanctionnées le plus fréquemment par l'exclusion, la mise à l'écart des universitaires.

A côté de la doctrine officielle existait une recherche théorique libre. Les travaux purement scientifiques se déroulèrent normalement. Cette liberté des économistes espagnols était possible tant que leurs recherches ne dérangeaient pas le pouvoir franquiste. Cette situation se rapproche plus de celle de l'Allemagne nazie que de l'Italie mussolinienne où le régime souhaitait obtenir la sympathie ou la neutralité des économistes. Ces pays ont en commun de n'avoir pas "vu ou su traiter beaucoup de sujets dignes de figurer dans une histoire de l'analyse économique"<sup>66</sup>. En dehors de l'apport de G. Bernacer, les contributions des économistes espagnols au développement de la théorie économique ont été peu nombreuses. Les économistes de la Phalange n'ont effectué aucune recherche fondamentale ; les disciples de H. von Stackelberg ont essentiellement diffusé la théorie micro-économique déjà connue, ont effectué des travaux d'économie appliquée ou démarré des enseignements de Politique économique ; les autres fondateurs de l'économie espagnole moderne que sont R. Perpina et M. de Torres ont surtout conduit des recherches empiriques, utiles pour la politique économique.

### Références bibliographiques

<sup>65</sup> Ces économistes universitaires ont essentiellement marqué la période de croissance et d'ouverture internationale "post-autarcique" de l'économie espagnole (par exemple, E. Fuentes Quintana dans le domaine de l'économie publique même si certaines de ses contributions significatives ont commencé à apparaître dans la deuxième moitié des années cinquante).

<sup>66</sup> J.A. Schumpeter : Histoire de l'analyse économique. - Tome III, op. cit., p. 521.

Abellan, J.L., 1971, *La cultura en España - Ensayo para un diagnóstico*, Madrid, Cuadernos para el dialogo.

Andrés Alvarez, V. 1951, Terminología y morfología del mercado, *Revista de Economía Política*, N° 1, février.

Artigues, D. 1968, *L'Opus Dei en Espagne*, Tome I, Madrid, Ediciones Ruedo Iberico.

Baklanoff, E.M. 1980, *La transformación económica de España y Portugal*, Madrid, Espasa-Calpe SA.

Bernacer, G. 1916, *Sociedad y Felicidad. Ensayo de mecánica social*, Madrid, F. Beltran.

—. 1955, *Una economía libre, sin crisis y sin paro*, Madrid, Aguilar.

—. 1955, Teoría e política dell'interesse del capitale, *Rivista Bancaria*, mai-juin.

—. 1943, La ecuación monetaria en el mundo mercantilista, *Anales de Economía*, N° 11.

—. 1950, Money and freedom, *Kyklos*, Vol. 4, Fasc. 2/3.

Biescas, J.A. et Tunon de Lara, M. 1981, *Historia de España. Tome X. España bajo la dictadura franquista (1939-1975)*, Barcelone, Editorial Labor S.A..

Castaneda Chornet, J. 1945, *El consumo de tabaco en España y sus factores*, Madrid, Institut d'Etudes Politiques.

—. 1969, *Lecciones de Teoría Económica*, Madrid, Aguilar.

Días Pines, O. 1964, *El Consejo Superior de Investigaciones Científicas*, Madrid, Publicaciones Españolas.

Díaz, E. 1978, *Pensamiento español (1939-1975)*, Madrid, Edicusa S.A..

Fernández Díaz, A. 1983, Regards sur la pensée économique espagnole, *Revue Économique*, N° 4, juillet.

Figuroa, E. 1948, *Política coyuntural*, Madrid, Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique.

—. 1947, *Teoría de los ciclos económicos*, Madrid, Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique.

—. 1969, *Curso de Política Económica*, Madrid, Edersa.

Fontan, A. 1971, *Los católicos en la Universidad española actual*, Madrid, Ediciones Rialp.

Fusi, J.P. 1985, *Franco. Autoritarismo y poder personal*, Madrid, Ediciones El País.



- García Delgado, J.L. 1980, Un perfil biográfico : Valentin Andrés Alvarez, *Papeles de Economía Española*, N° 4.
- . 1985, Notas sobre el intervencionismo económico del primer franquismo, *Revista de Historia Económica*, Año III, N° 1.
- González, M. J. (1976), Neomercantilismo en Madrid : dos economistas de la postguerra, *Información Comercial Española*, N° 517, septiembre.
- Hermet, G. (1981), *Les Catholiques dans l'Espagne franquiste - Chronique d'une dictature*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Jiménez Jiménez, J.C. 1987, Las consecuencias económicas de la Guerra Civil, *Revista de Historia Económica*, N°1.
- Jonung, L. 1989, Knut Wicksell on unemployment, *History of Political Economy*, vol. 21, N° 1, Printemps.
- Keynes, J.M. 1972, *Essays in Persuasion, The collected Writings of J.M.K. - vol. IX*, Londres, Macmillan.
- Lewis, W.A. (1954), Economic development with unlimited supplies of labor, *The Manchester school of economic and social studies*, N° 2, mai.
- Miranda Encarnación, J. A. 1994, La industria del calzado española en la posguerra : los efectos del intervencionismo sobre una industria de bienes de consumo, *Revista de Historia Económica*, N°2, Primavera-verano.
- Montoro Romero, R. 1981, *La Universidad en la España de Franco (1939-1975) - Un análisis sociológico*, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, Graficas Margaritas.
- Moya, C. 1975), *El poder económico en España (1939-1970). Un análisis sociológico*, Madrid, Tucar Ediciones.
- Paris, H. 1942, *Un nuevo orden económico*, Madrid, Editora Nacional.
- Payne, S.G. 1962, *Phalange : A history of spanish fascism*, Stanford, Stanford university Press.
- Perpina Grau, R. 1936, *De Economía Hispana*, Barcelone, Labor S.A.
- . 1954, *Corología. Teoría estructural y estructurante de la población de España (1900 -1950)*, Madrid, Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique.
- Robert, A. 1943, *Un problema nacional : la industrialización necesaria*, Madrid, Espasa-Calpe.
- Robertson, D. H. 1940, A spanish contribution to the theory of fluctuations, *Economica*, N°25, février.
- Roca, R., Guasch, E., Massana, C., Artal, F. 1976, Los economistas catalanes ante la crisis de los años treinta, *Información Comercial Española*, N° 517, septiembre.
- Ruiz, G. 1983, *German Bernacer. Un economista anticipativo*, Madrid, Piramide S.A..
- Savall, H. 1975, *G. Bernacer. L'hétérodoxie en Science Economique*, Collection des grands Economistes, Paris, Dalloz.
- von Stackelberg, H. 1934, *Marktform und Gleichgewicht*, Vienne et Berlin, J.Springer.
- . 1943, *Grundzüge der theoretischen volkswirtschaftslehre*, Stuttgart et Berlin, Kohlhammer.
- . 1946, *Principios de teoría económica*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos.
- . 1948, *Grundlagen der theoretischen volkswirtschaftslehre*, Berne, A. Francke, Traducción anglaise par Alan T. Peacock, The theory of the market economy, Londres, William Hodge, 1952.
- Schumpeter, J. A. 1983, *Histoire de l'analyse économique. Tome III*, Paris, Gallimard.
- Trevor-Roper, H.R. 1969, *The phenomenon of fascism in European fascism*, New-York, S.J. Woolf.
- Velarde Fuertes, J. 1974, *Introducción a la historia del pensamiento económico español en el siglo XX*, Madrid, Editora Nacional.
- . 1979, Perpina Grau y el pensamiento estructuralista español, *Revista de Economía Política*, 83, décembre.
- . 1986, Las escuelas españolas de economía y el estropicio de la Guerra Civil, *Economistas*, N° 21, août-septembre.
- Vilar P. 1986, *Histoire de l'Espagne*, Collection "Que sais-je", N° 275, Paris, PUF.
- Vinas A., Vinuela J., Eguidazu F., Pulgar C.F., Florensa S. 1979, *Política comercial exterior en España(1931-1975). Tome I*, Madrid, Banco Exterior de España, Nuevas Graficas S.A

